ODOXA

L'Opinion tranchée

Les conséquences de la dissolution de l'Assemblée nationale

Bilan 1 an après

LEVÉE D'EMBARGO : VENDREDI 6 JUIN 2025 A 12H00

Sondage réalisé avec BACKBONE.3 pour LE FIGARO

Méthodologie

Recueil

Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français interrogés par internet les **4 et 5 juin 2025**.

Echantillon

Echantillon de **1 001 Français** représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, niveau de diplôme et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

ODOXA
L'Opinion tranchée

Précisions sur les marges d'erreur

Chaque sondage présente une incertitude statistique que l'on appelle marge d'erreur. Cette marge d'erreur signifie que le résultat d'un sondage se situe, avec un niveau de confiance de 95%, de part et d'autre de la valeur observée. La marge d'erreur dépend de la taille de l'échantillon ainsi que du pourcentage observé.

	Si le pourcentage observé est de …					
Taille de l'Echantillon	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
800	1,5	2,5	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	**2,5**	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
3 000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8

Lecture du tableau : Dans un échantillon de 1000 personnes, si le pourcentage observé est de 20% la marge d'erreur est égale à 2,5 points : le pourcentage réel est donc compris dans l'intervalle [17,5 ; 22,5].

ODOXA
L'Opinion tranchée

Principaux enseignements

Gaël Sliman, Président d'Odoxa

Dissolution, un an après

66% des Français estiment qu'elle a été une « mauvaise décision »

1. Un après la dissolution, 66% des Français pensent qu'elle a été une « mauvaise décision ». En juin 2024, au lendemain de son annonce et avant le résultat des législatives les Français étaient pourtant une proportion inverse à l'approuver.
2. C'est que, pour les Français, le RN est le seul parti qui est sorti « renforcé » par la dissolution et les législatives : 61% pensent qu'il a été renforcé alors qu'ils estiment que tous les autres partis en sont sortis plus affaiblis que renforcés.
3. Au-delà des partis politiques, plus des deux-tiers des Français (67%) s'accordent à considérer que le Président et le gouvernement ont été affaiblis par la dissolution.
4. Plus grave, 62% des Français pensent que la dissolution a eu des conséquences négatives pour l'ensemble de notre pays
5. En conséquence, 6 Français sur 10 (62%) ne souhaitent plus une nouvelle dissolution avant la présidentielle

Sur les réseaux sociaux analysés par Véronique Reille-Soult de Backbone Consulting, la dissolution de l'Assemblée nationale reste totalement incomprise par une très large majorité d'internautes. Elle est souvent présentée comme la mère de tous les maux, désignée comme responsable de l'immobilisme du système politique. Et pourtant, l'hypothèse d'une nouvelle dissolution commence à être pronostiquée par des internautes qui s'inquiètent à propos du budget 2025 : « Des nouvelles législatives vont s'imposer rapidement si il y a une censure de Bayrou pour son budget ».

Synthèse détaillée du sondage

(1/5)

Gaël Sliman, Président d'Odoxa

Dissolution, un an après
66% des Français estiment qu'elle a été une « mauvaise décision »

1) Un après la dissolution, 66% des Français pensent qu'elle a été une « mauvaise décision »

Un après la dissolution, les deux-tiers des Français (66% vs 33%) estiment qu'elle a été, ***finalement***, une « mauvaise décision ». ***Finalement***… car, même si on l'a oublié depuis un an, il faut rappeler qu'avant les résultats des législatives et surtout avant la conclusion politique qu'en a tirée Emmanuel Macron, les Français étaient une large majorité à souhaiter cette dissolution.

Très mécontents de la politique d'Emmanuel Macron, ils espéraient en effet que cette dissolution produirait une cohabitation et donc une alternance politique.

Ainsi, le 6 juin 2024, avant les européennes, 72% des Français interrogés par Odoxa disaient « souhaiter une dissolution ou un vaste remaniement » si la majorité présidentielle obtenait un mauvais résultat à ce scrutin.

Puis, après l'échec des européennes et au lendemain de l'annonce de la dissolution, les Français étaient encore près de 6 sur 10 à approuver cette annonce (58% le 12 juin ; sondage Elabe*). On notait déjà une baisse de l'adhésion car la manière de procéder en urgence juste avant l'été douchait quelque peu les enthousiasmes.

Mais c'est surtout après les résultats (éclatés) des législatives et en entendant les conclusions qu'Emmanuel Macron avaient tirés de ceux-ci que les Français se sont totalement retournés pour estimer que cette décision avait finalement été « mauvaise ».

Dès le 11 juillet 2024, comprenant qu'Emmanuel Macron ne considérait pas entrer en cohabitation et qu'il allait « choisir » son Premier ministre car « aucune formation politique ne s'était imposée », les Français étaient une majorité à changer d'avis : 60% estimaient que la dissolution avait été une « mauvaise décision ».

Aujourd'hui, un an plus tard, ils sont encore plus nombreux à le penser : 66% jugent à présent que c'est une « mauvaise décision ». Nos sondages depuis un an montrent que nos concitoyens estiment que le Président n'a tiré aucune conséquence de sa défaite politique et continuerait de « gouverner » sur un socle gouvernemental encore plus restreint que par le passé.

**Sondage Elabe pour BFMTV et La Tribune Dimanche publié le 12/06/2024*

Ce sentiment de « plantage » est partagé par la quasi-totalité de nos concitoyens :

En dehors des Insoumis qui sont 51% à se féliciter de la dissolution (elle a remis leurs représentants au centre du jeu politique), les sympathisants de tous les autres partis politiques sont une large majorité à estimer qu'Emmanuel Macron a pris « une mauvaise décision » en procédant à cette dissolution. Les trois-quarts des sympathisants EELV, PS, LR et même Renaissance partagent ce sentiment et les sympathisants RN sont 61% à le penser eux-aussi alors que leur parti est pourtant celui qui a le plus profité de la dissolution en nombre de députés « gagnés » à l'assemblée.

2) Pour les Français, le RN est le seul parti qui est sorti « renforcé » par la dissolution et les législatives : 61% pensent qu'il a été renforcé alors qu'ils estiment que tous les autres partis en sont sortis plus affaiblis que renforcés

Politiquement qui a gagné, qui a perdu ?

Lorsque l'on demande aux Français un an après quel parti est, selon eux, sorti renforcé ou affaibli de cette dissolution « et des élections législatives », un seul est perçu comme le grand gagnant : le Rassemblent National.

61% des Français et 77% des sympathisants du RN pensent que ce parti est sorti renforcé de cette séquence.

Tous les autres partis politiques sont – aujourd'hui – perçus comme étant plus « affaiblis » que « renforcés » et le plus abîmé est, logiquement, le parti présidentiel :

48% des Français pensent que « Renaissance » est sorti affaibli contre 9% qu'il a été « renforcé » (41% pensent que cela ne l'a ni affaibli ni renforcé). Les sympathisants Renaissance en sont encore plus convaincus (55% « affaibli » vs 11% « renforcé »).

Dans une moindre mesure, nos concitoyens pensent aussi que LR n'a pas été gagnant dans l'opération : 22% pensent que la dissolution et les législatives ont renforcé ce parti, contre 35% que cela l'a affaibli.

Cela peut se comprendre car le parti a encore reculé en nombre de députés, mais c'est tout de même étonnant car il dispose aujourd'hui d'un poids politique dans le gouvernement sans commune mesure avec celui qui était le sien avant les législatives. D'ailleurs, les sympathisants LR, eux, sont deux fois plus nombreux à penser que cette séquence a profité plutôt que nui à leur parti (47% vs 20%).

Plus intéressante est l'évolution de la perception des Français concernant les partis de gauche.

Synthèse détaillée du sondage

(3/5)

Gaël Sliman, Président d'Odoxa

Aujourd'hui nos concitoyens sont bien plus nombreux à penser que LFI (36% vs 28%) et le PS (41% vs 16%) ont finalement pâti de cette séquence plutôt qu'elle ne leur a profitée.

Pourtant, un mois après la dissolution MAIS avant que le gouvernement Barnier ne soit nommé, les Français étaient convaincus que la dissolution et les législatives avaient davantage profité à ces partis de gauche plutôt qu'ils ne les avaient pénalisés.

Ainsi, sur cette même question sur les gagnants et les perdants politiques de la dissolution, dans le sondage Ipsos-Le Monde* du 1er août 2024, si les Français pensaient déjà que le RN était le grand vainqueur du scrutin (61% « renforcé » exactement comme aujourd'hui), ils étaient plus nombreux à penser que les partis de gauche avaient été renforcés plutôt qu'affaiblis par cette séquence : le PS (42% « renforcé » vs 35% « affaibli ») et LFI (39% vs 39%) pouvaient à l'époque encore rêver d'un gouvernement Castets.

3) Plus des deux-tiers des Français (67%) s'accordent à considérer que le Président et le gouvernement ont été affaiblis par la dissolution

Pour les Français, sur le plan politique, plus encore que les différents partis en lice aux législatives, les grands perdants de cette dissolution sont surtout le président de la République et le gouvernement « rendu incapables de prendre les décisions importantes pour le pays ».

Ainsi 67% des Français pensent que le Président est sorti affaibli par cette dissolution, contre 24% qui pensent que cela n'a rien changé et 9% que cela l'aurait même « renforcé ».

Ils sont exactement aussi nombreux, 67% (vs 24% à 9%), à penser que cette dissolution a « affaibli la capacité du gouvernement à prendre des décisions importantes pour le pays ».

Les sympathisants Renaissance eux-mêmes sont une large majorité à penser que la dissolution a affaibli le Président (63%) et la capacité du gouvernement à prendre des décisions importantes pour le pays (73%).

Plus curieusement, les Français sont aussi une (courte) majorité de 51% à penser que même le rôle de l'Assemblée nationale a été finalement affaibli par cette dissolution. 35% pensent que cela n'a rien changé et seulement 13% que l'Assemblée nationale est sortie renforcée par cette séquence.

Curieux car depuis un an, c'est tout de même vraiment à l'Assemblée nationale que les choses « se passent » et curieux car elle avait un poids politique réel et perçu extrêmement faible avant la dissolution.

Mais sans doute les Français pensent-ils que les « gesticulations » qui s'y déroulent n'ont finalement guère d'impact car la tripartition empêche toute réforme majeure sur les sujets prioritaires pour le pays.

D'ailleurs, au-delà de la classe politique, les Français pensent que notre pays dans son ensemble a été le grand perdant de cette opération politique malheureuse.

4) Plus grave, 62% des Français pensent que la dissolution a eu des conséquences négatives pour l'ensemble de notre pays

En politique, on peut prendre de mauvaises décisions sans qu'elles n'aient spécialement de fâcheuses conséquences pour le pays. Pour les Français, tel n'est pas le cas cette fois.

La dissolution et ses conséquences ont, selon eux, été néfastes pour la France : 62% considèrent ainsi que cette (mauvaise) décision « a eu des conséquences négatives pour notre pays » contre 29% pensent qu'elle n'a pas eu grande conséquence (conséquences « ni positives ni négatives ») et personne, ou presque (9%), qu'elle a eu des « conséquences positives » pour la France.

Même les sympathisants Renaissance sont plus de 7 sur 10 à le penser.

Ces conséquences fâcheuses pour la France sont sans doute largement « économiques », puisque dans notre baromètre économique Odoxa-Agipi-BFM-Challenges du 4 juin dernier, 75% des Français estimaient que la dissolution avait eu « des conséquences négatives sur la situation économique du pays » (16% « pas de conséquence » et 9% des « conséquences positives ») et 52% estimaient même qu'elle avait eu des conséquences négatives sur leur propre situation économique !

5) En conséquence, 6 Français sur 10 (62%) ne souhaitent plus une nouvelle dissolution avant la présidentielle

De plus en plus déçus par les effets de la dissolution de l'été 2024, les Français sont désormais une large majorité à ne plus souhaiter une nouvelle dissolution avant le présidentielle de 2027.

Aujourd'hui, 62% des Français seraient opposés (contre 38% qui y sont favorables) à une nouvelle dissolution alors qu'ils sont extrêmement critiques avec le gouvernement actuel (seulement 1 sur 5 a une bonne opinion de l'action de François Bayrou) et alors qu'ils étaient une courte majorité à se déclarer favorables à une nouvelle dissolution en début d'année : 50% vs 49% la souhaitaient encore en janvier dans notre sondage Odoxa-Backbone Consulting-Le Figaro du 3 janvier 2025.

Synthèse détaillée du sondage

(5/5)

Gaël Sliman, Président d'Odoxa

Politiquement, seuls les sympathisants LFI seraient aujourd'hui une majorité (52% vs 48%) à se prononcer pour une nouvelle dissolution. Les sympathisants de tous les autres partis y seraient aujourd'hui opposés : 51% des RN, 62% des LR, 72% des Renaissance et 77% des socialistes.

Si la situation politique actuelle ne leur convient pas, nos concitoyens semblent convaincus que les mêmes causes produiraient les mêmes effets (ou même pires).

Les états-majors des principaux partis politiques étant sur la même ligne, c'est sans doute le principal atout de François Bayrou pour se maintenir à Matignon.

Gaël Sliman, Président d'Odoxa

Synthèse de la résonance sur les réseaux sociaux

Véronique Reille-Soult – Présidente de Backbone Consulting

Dissolution : incomprise, critiquée… et de retour dans les esprits

Un an après, la dissolution de l'Assemblée nationale reste totalement incomprise par une très large majorité d'internautes. Elle est souvent présentée comme la mère de tous les maux, désignée comme responsable de l'immobilisme du système politique.

Et si l'Assemblée était à nouveau dissoute ? Cette hypothèse, jusqu'ici peu évoquée, commence à émerger sur les réseaux.

Ce scénario est surtout porté par la sphère politico-médiatique. Une sphère qui aborde également la perspective d'une présidentielle anticipée et évoque les candidats putatifs. Depuis peu, ce sont aussi les citoyens qui s'interrogent et s'inquiètent à propos du budget 2025 :

« Des nouvelles législatives vont s'imposer rapidement si il y a une censure de Bayrou pour son budget »

« Comment le budget pourrait passer avec une telle assemblée ? Je ne vois qu'une dissolution pour s'en sortir. Évidemment maintenant qu'il le faut il ne le fera pas »

« On a bien compris les conséquences de ne pas avoir de budget ! #ShutDown »

« Tellement marre des postures politiques à l'assemblée ! »

« Si on m'avait dit que j'aurais envie d'une dissolution pour enfin voir clair !!! »

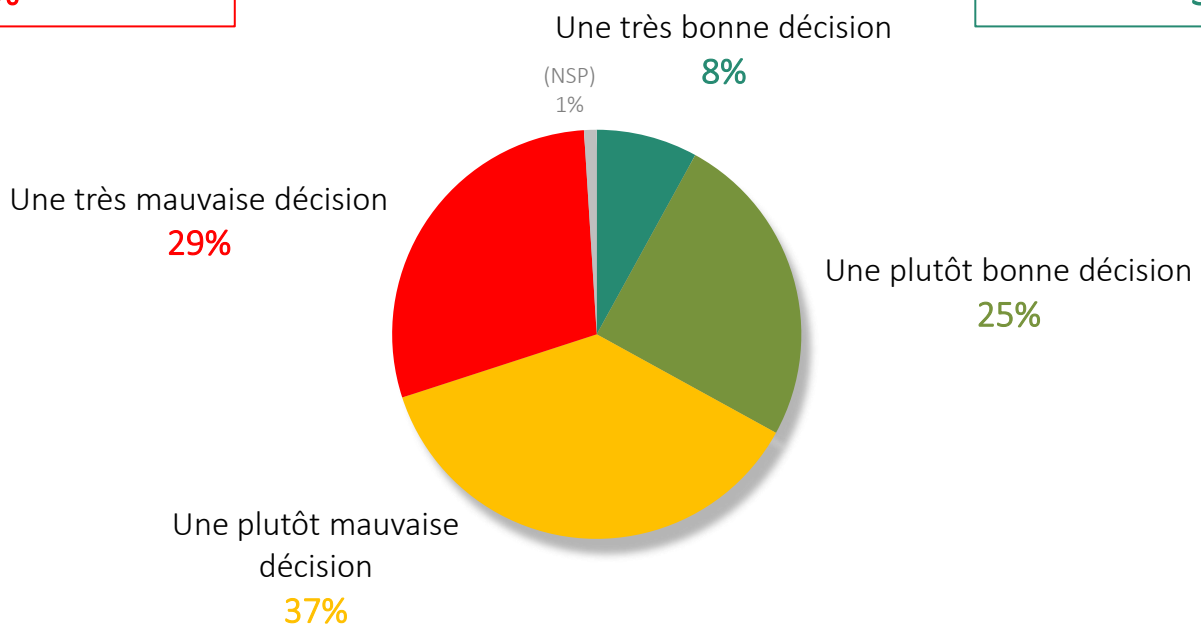
Résultats du sondage

Regard porté sur la dissolution de l'Assemblée nationale un an après

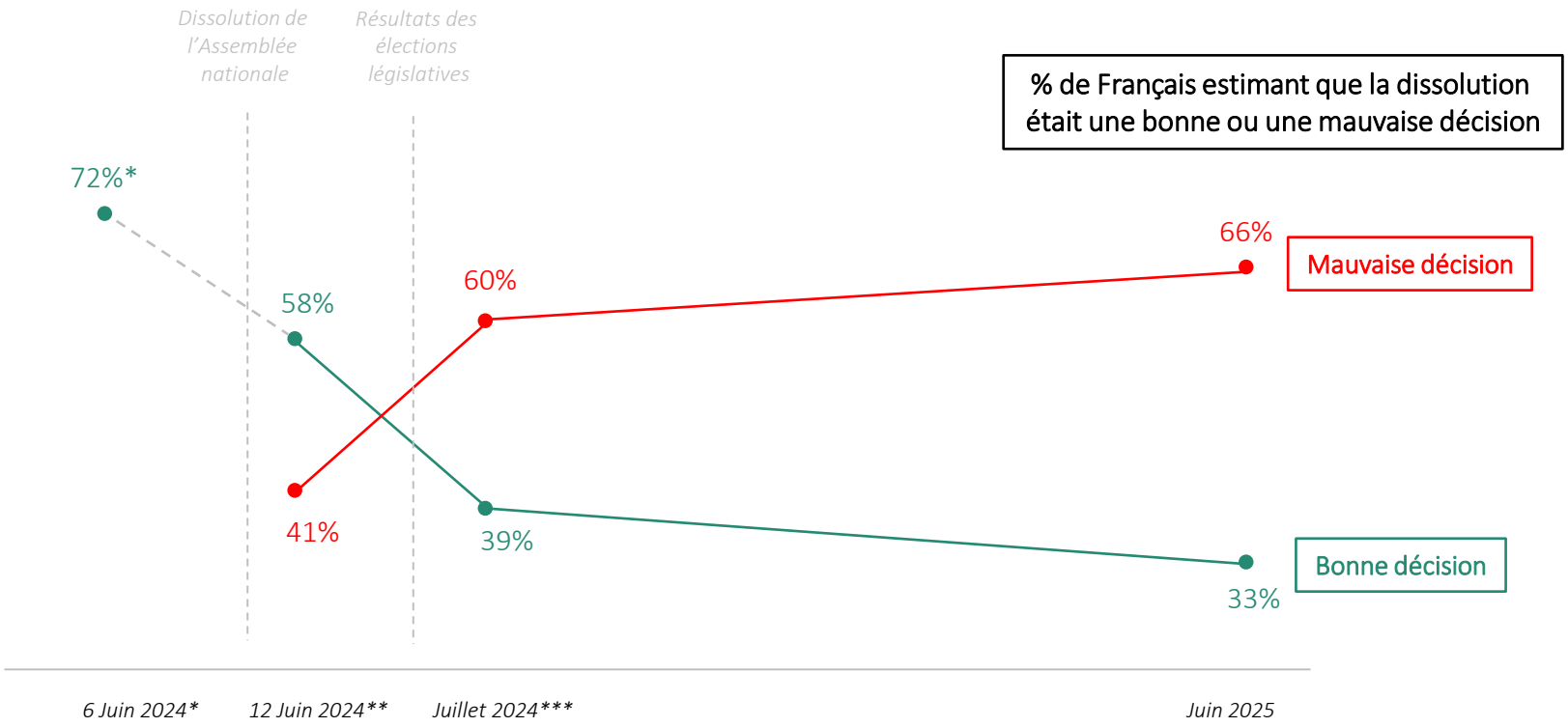
Un an après la dissolution de l'Assemblée nationale en juin 2024, diriez-vous que c'était une bonne ou une mauvaise décision ?

% Une mauvaise décision : 66%

% Une bonne décision : 33%



Evolution de l'opinion à l'égard de la dissolution de l'Assemblée nationale



*En juin 2024, avant les élections européennes, nous mesurions que 72% des Français étaient favorables à une dissolution ou un remaniement en cas de mauvais résultat de la liste Renaissance aux élections européennes

**Le 12 juin 2024, après la dissolution, 58% des Français estimaient que c'était une bonne décision

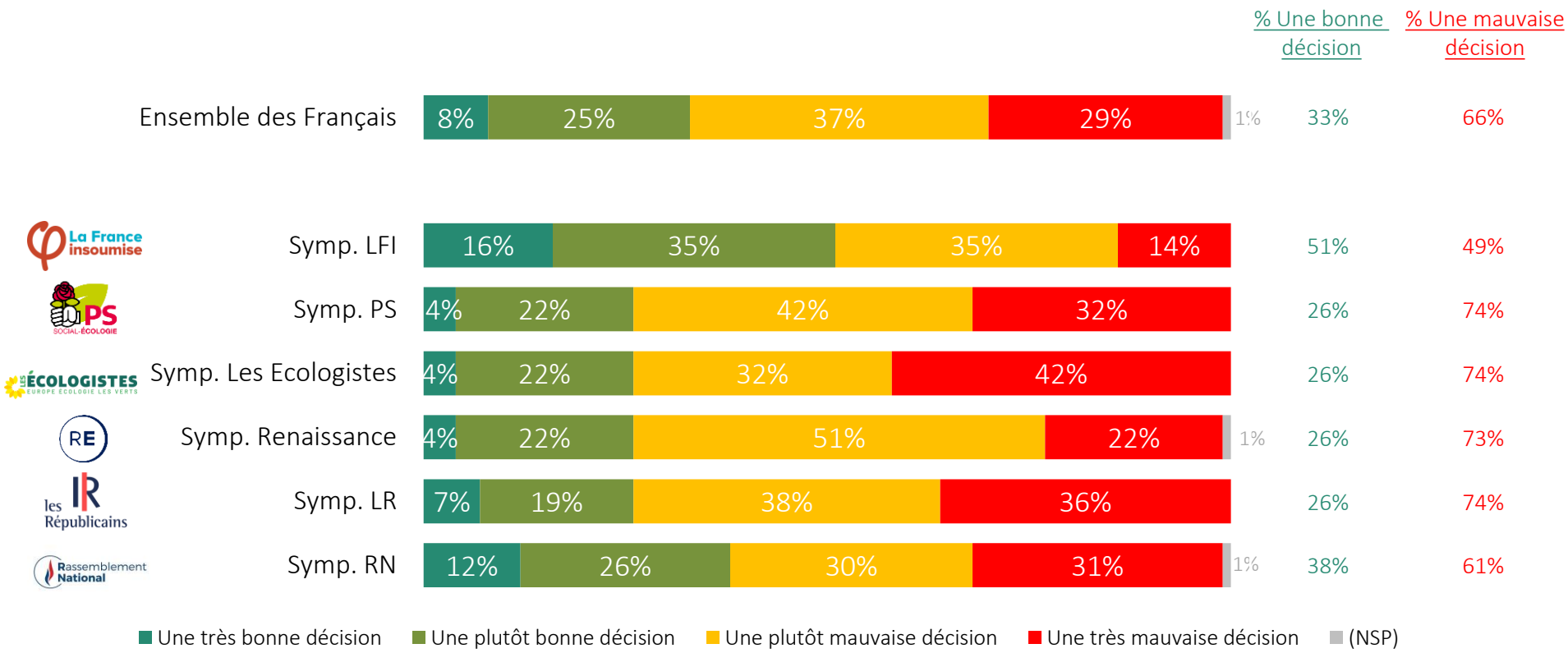
*Sondage Odoxa-Backbone Consulting pour le Figaro publié le 06/06/2024
**Sondage Elabe pour BFMTV et La Tribune Dimanche publié le 12/06/2024
***Sondage Odoxa-Backbone Consulting pour le Figaro publié le 11/07/2024

ODOXA L'Opinion tranchée
BACKBONE.3
LE FIGARO

Regard porté sur la dissolution de l'Assemblée nationale un an après

selon la proximité partisane

Un an après la dissolution de l'Assemblée nationale en juin 2024, diriez-vous que c'était une bonne ou une mauvaise décision ?



ODOXA L'Opinion tranchée

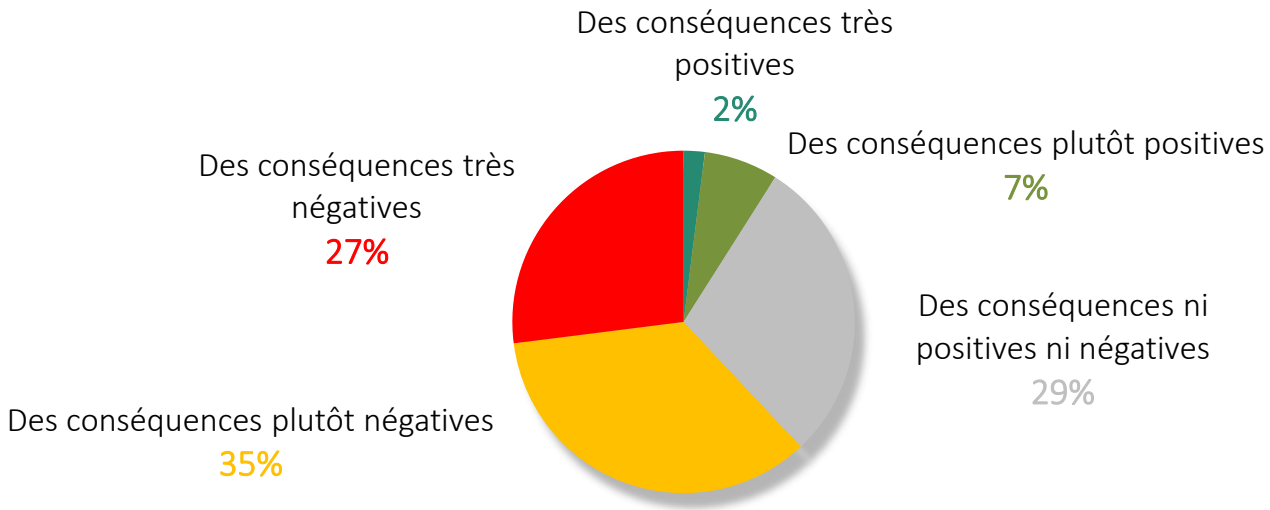
BACKBONE.3

LE FIGARO

Perception des conséquences de la dissolution de l'Assemblée nationale pour la France

Diriez-vous que la décision d'Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée nationale et les résultats des élections législatives qui ont suivi cette décision, ont eu des conséquences positives ou négatives pour la France ?

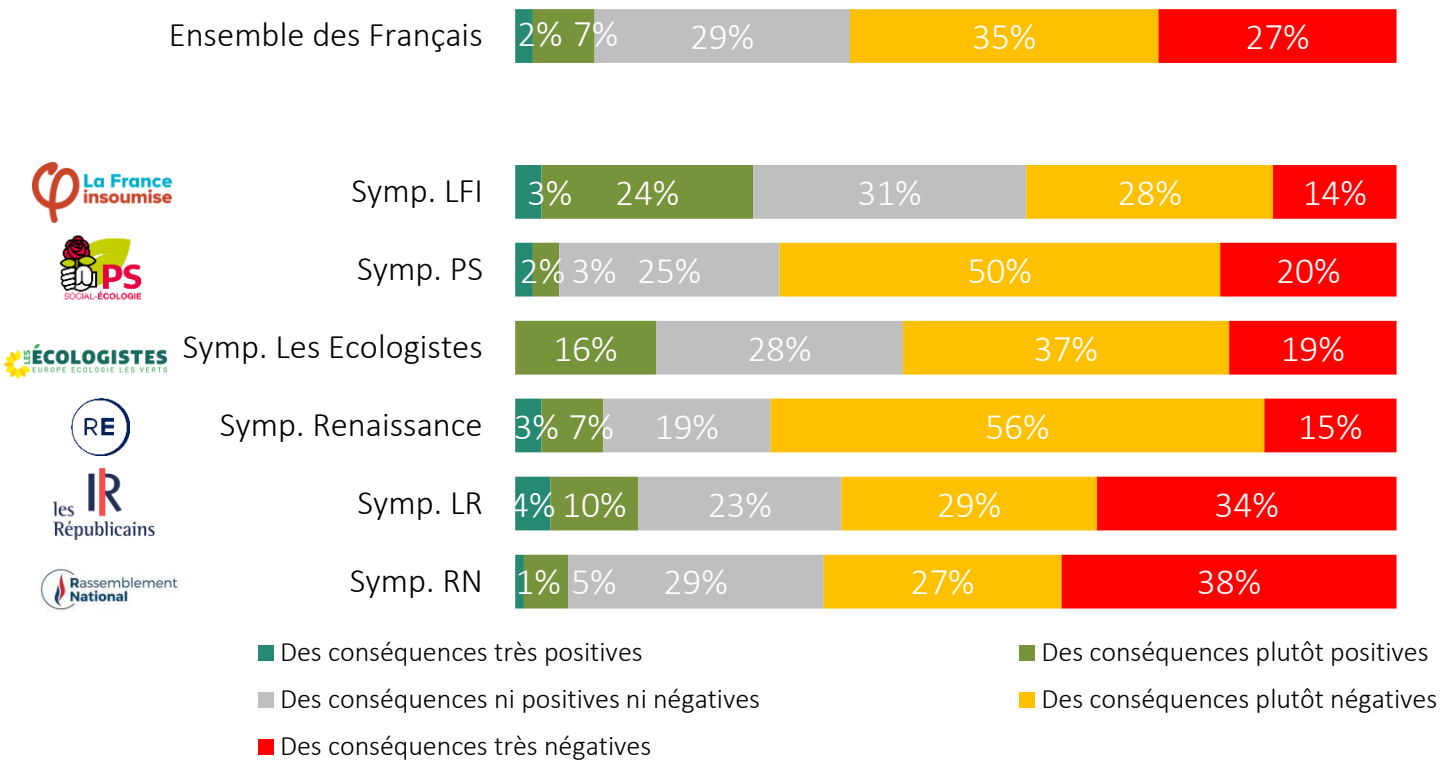
% Des conséquences négatives : 62%	% Des conséquences ni positives ni négatives : 29%	% Des conséquences positives : 9%



Perception des conséquences de la dissolution de l'Assemblée nationale pour la France

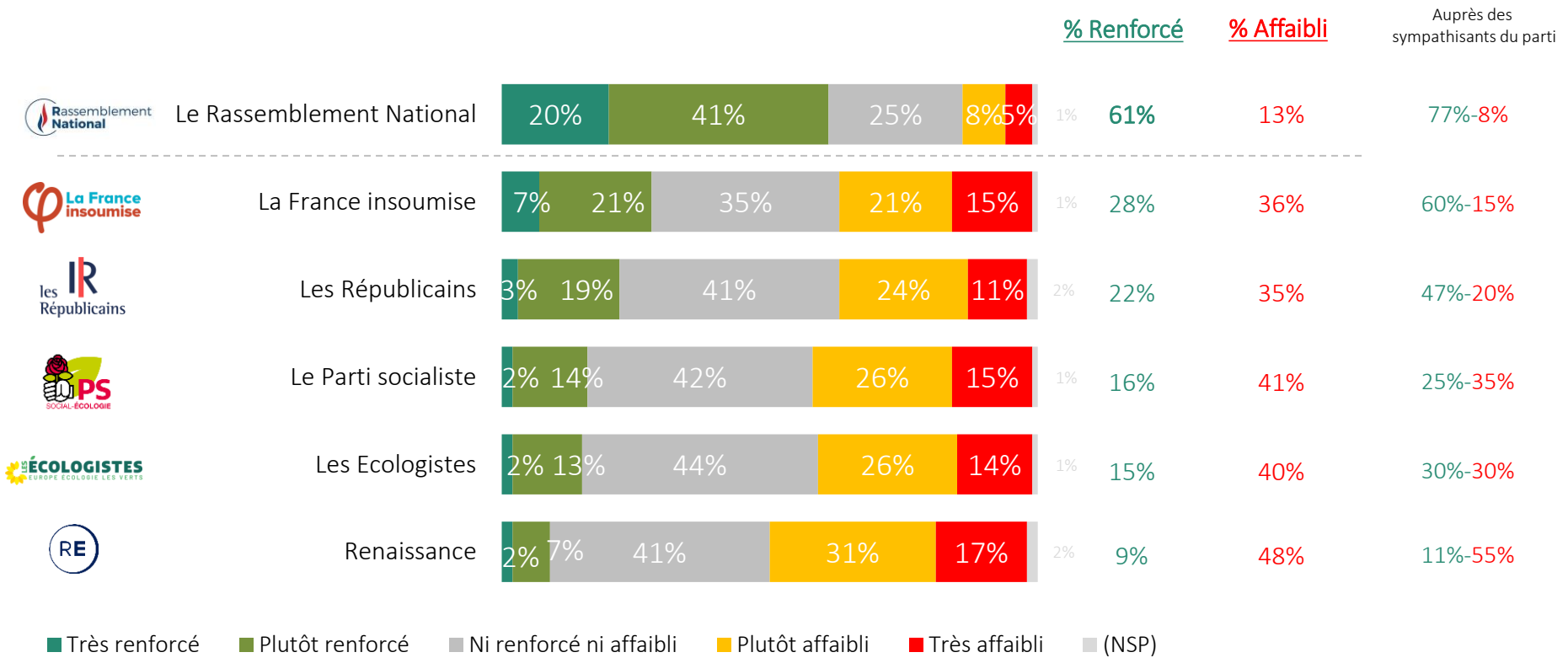
selon la proximité partisane

Diriez-vous que la décision d'Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée nationale et les résultats des élections législatives qui ont suivi cette décision, ont eu des conséquences positives ou négatives pour la France ?



L'impact de la dissolution de l'Assemblée nationale sur les partis politiques

Pour chacun des partis suivants, diriez-vous qu'il est sorti renforcé ou affaibli de la dissolution de l'Assemblée nationale et des élections législatives de juin et juillet 2024 ?



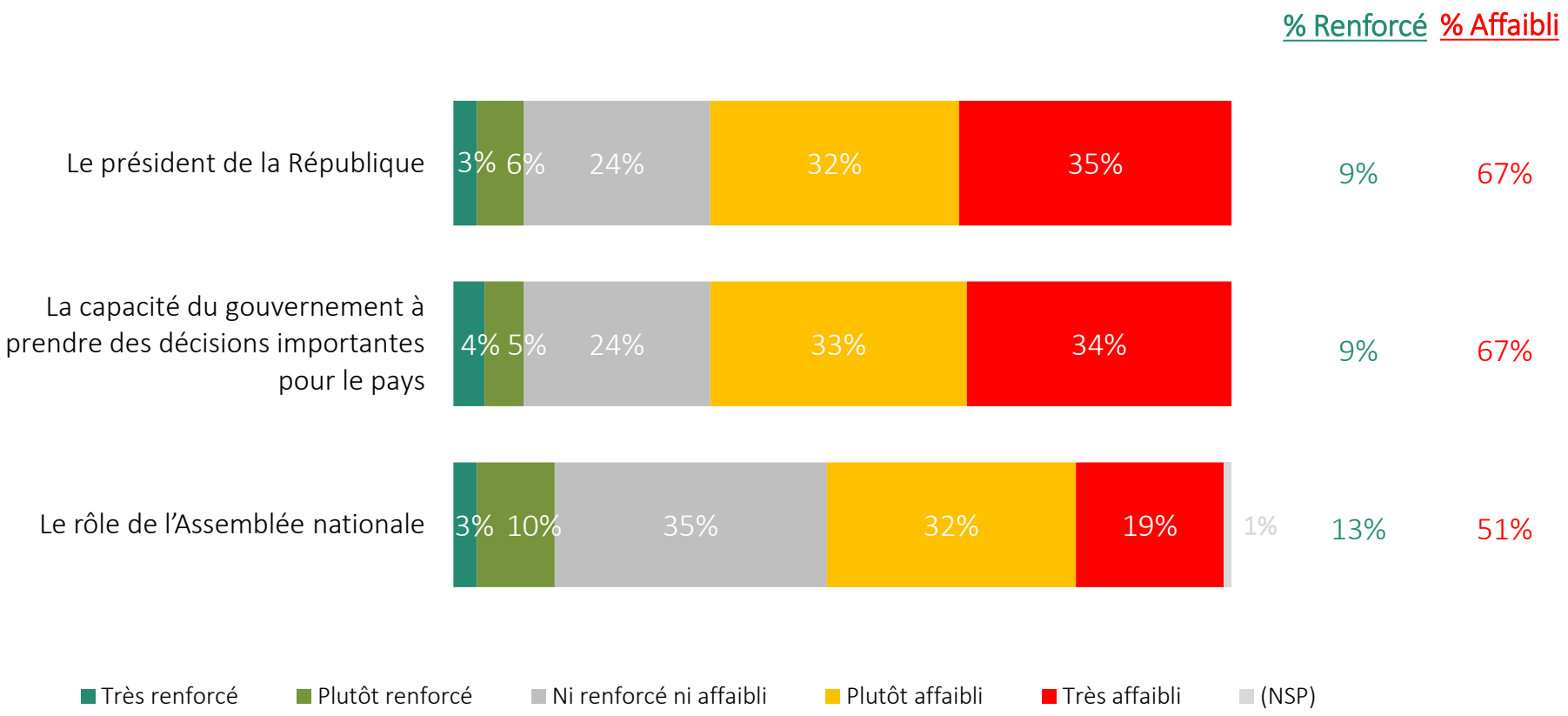
ODOXA L'Opinion tranchée

BACKBONE.3

LE FIGARO

L'impact de la dissolution sur le président, le gouvernement et l'Assemblée nationale

Et pensez-vous que cette dissolution a renforcé ou affaibli… ?



L'impact de la dissolution sur le président, le gouvernement et l'Assemblée nationale

selon la proximité partisane

Et pensez-vous que cette dissolution a renforcé ou affaibli… ?

	% Affaibli	LFI	PS	Les Ecologistes	Renaissance	LR	RN	Sans proximité partisane
Le président de la République	67%	52%	76%	73%	63%	71%	76%	62%
La capacité du gouvernement à prendre des décisions importantes pour le pays	67%	57%	71%	74%	73%	70%	76%	60%
Le rôle de l'Assemblée nationale	51%	43%	50%	56%	49%	55%	65%	47%

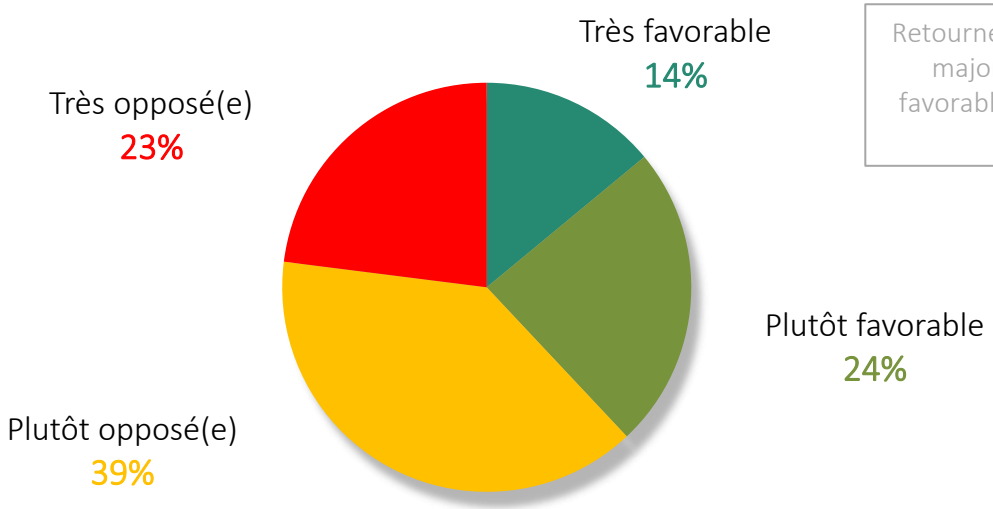
Souhait d'une nouvelle dissolution de l'Assemblée nationale

La Constitution permet une nouvelle dissolution de l'Assemblée nationale à partir de juillet 2025.
Etes-vous favorable ou opposé(e) à ce qu'Emmanuel Macron dissolve à nouveau l'Assemblée nationale ?

% Opposé(e) : 62%

% Favorable : 38%

Retournement : en janvier 2025*, une majorité de Français se disaient favorables à une nouvelle dissolution (50% vs 49%)



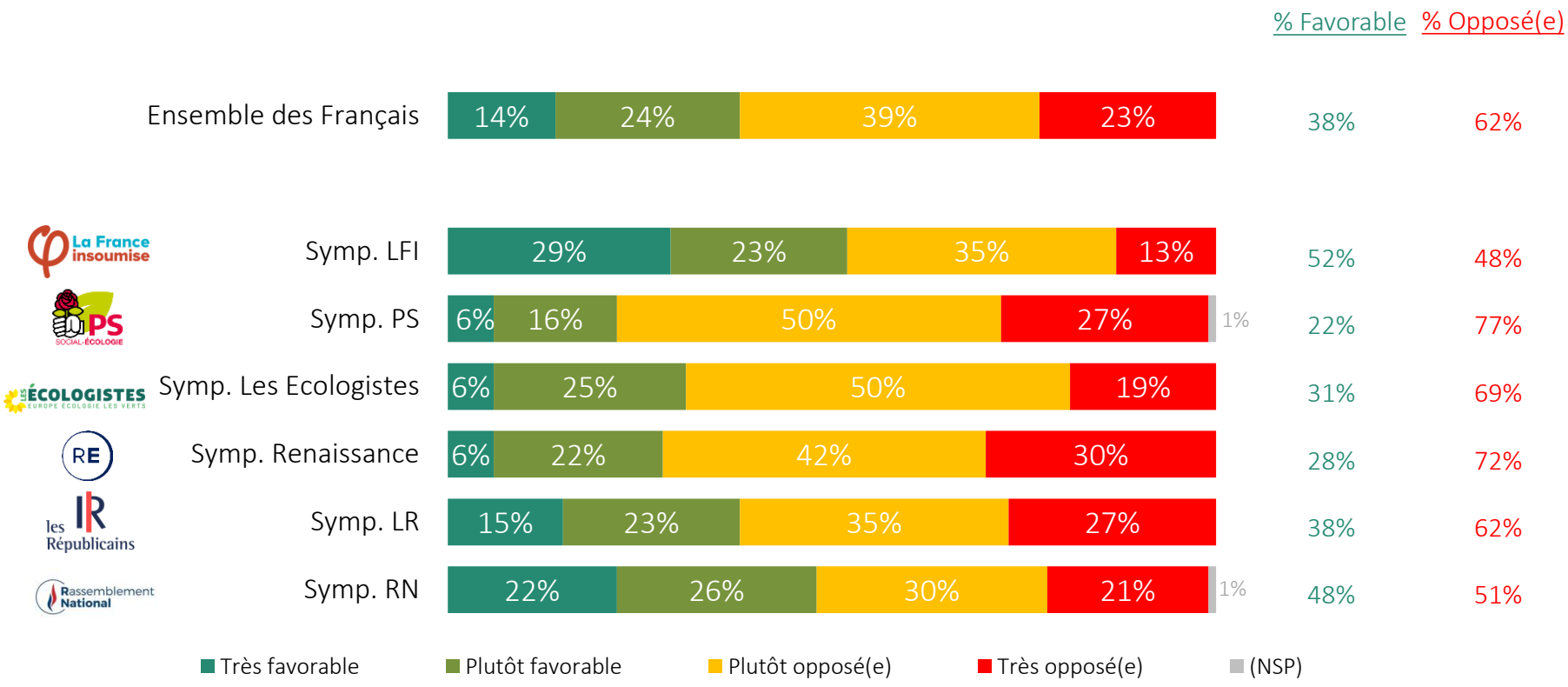
*Sondage Odoxa-Backbone Consulting pour le Figaro publié le 03/01/2025

ODOXA L'Opinion tranchée
BACKBONE.3
LE FIGARO

Souhait d'une nouvelle dissolution de l'Assemblée nationale

selon la proximité partisane

La Constitution permet une nouvelle dissolution de l'Assemblée nationale à partir de juillet 2025.
Etes-vous favorable ou opposé(e) à ce qu'Emmanuel Macron dissolve à nouveau l'Assemblée nationale ?



Résonance
sur les réseaux sociaux

Résonance sur les réseaux sociaux

Méthodologie

Les données sont collectées par **BACKBONE consulting** et son équipe spécialiste de l'écoute et de l'analyse de l'opinion en ligne à l'aide des Social Media et du web.

Pour effectuer leur analyse, ils utilisent **les outils d'analyse de social media et de veille on line les plus pertinents pour leur requête** que ce soit des **outils propriétaires** ou des **outils du m**arché. Les principaux outils utilisés sont Sybil ®, Visibrain, Talkwaker et Sprinklr.

Sybil® : Interface propriétaire intégrant corpus et segmentation ad'hoc à l'aide d'une IA. Crowling des nouvelles plateformes Bluesky, Mastodon et Threads en plus des plate formes numériques X, Facebook, Instagram, Tiktok, Twitch, snapchat et des messageries.

Talkwalker : Outil de veille pour suivre les conversations pertinentes des médias en ligne en temps réel à partir d'une seule interface, permet aussi de suivre les mentions sur un homme politique ou un sujet spécifique en effectuant une veille des réseaux sociaux, ainsi que les messageries, les blogs, les forums et les sites d'actualité en ligne.

Visibrain : Logiciel de veille des médias en ligne. Outil de veille médiatique à l'ère de l'information massive et instantanée, grâce à une plateforme qui couvre tous les médias en ligne, en temps-réel, sans se laisser noyer par le bruit.

Sprinklr : Plateforme qui combine veille et engagement sur les réseaux sociaux. Outil de remontée d'insights.

Dissolution de l'Assemblée nationale : les emojis

Réseaux Sociaux en France sur les 30 derniers jours

Source : Talkwaker / BACKBONE Consulting

ODOXA
L'Opinion tranchée

BACKBONE.3

LE FIGARO

Dissolution de l'Assemblée nationale : les messages

Réseaux Sociaux en France sur les 30 derniers jours

Jean Louis
@JL7508

La dissolution redevient possible dans 39 jours et de nouvelles législatives pourraient s'imposer rapidement comme l'issue à cette nouvelle censure qui vient si Bayrou "fait du Barnier" et cherche à augmenter encore les impôts...

Dominique Reynié
@DominiqueReynie

La dissolution n'a permis aucun débat de fond. Les députés n'ont obtenu des Français aucune majorité. Légaliser l'euthanasie est une usurpation de la volonté générale.
L'instauration de la catastrophe? Vers une légalisation de la fin de vie provoquée:
fondapol.org/decryptage/lin...

BFM Business
@bfmbusiness

La dissolution a-t-elle eu du bon ?

"Cette dissolution a anéanti toute possibilité de construction, qu'elle soit politique ou économique"

@hchevrillon
@GuillaumPAUL

Source : Talkwaker / BACKBONE Consulting

Dissolution de l'Assemblée nationale : les messages

Réseaux Sociaux en France sur les 30 derniers jours

Xavier Bertrand
@xavierbertrand

Notre pays est paralysé depuis bientôt un an avec la dissolution.

Nous sommes à deux ans de l'élection présidentielle : je me battrai pour que ça ne soit pas deux ans d'immobilisme.

franceinfo
@franceinfo

Un an après l'annonce d'une dissolution de l'Assemblée nationale par Emmanuel Macron, les équipes de franceinfo ont interviewé les figures des grands partis politiques. Pour ce premier numéro, la présidente du groupe RN à l'Assemblée nationale, Marine Le Pen, revient sur cette soirée du 9 juin 2024 et ses conséquences un an après.

👉 Une série de vidéos à retrouver toute la semaine sur nos réseaux.

Éric Piolle
@EricPiolle

Depuis la dissolution voulue par Emmanuel Macron, la France vit dans un grand bordel.

Les collectivités sont le dernier rempart de stabilité pour le quotidien des gens : éducation, transports, logement, culture, sport. Les priver de moyens, c'est sacrifier le service public.

Source : Talkwaker / BACKBONE Consulting